

**Troisième Forum mondial sur le développement humain
Paris, 17-19 janvier 2004**

**Récupérer le multiculturalisme
Réflexions sur le *Rapport mondial sur le développement humain 2004* :
*La liberté culturelle dans un monde diversifié***

**Sakiko Fukuda-Parr
Harvard University et PNUD
Directrice du *Rapport mondial sur le développement humain 2004***

C'est un grand honneur d'être parmi vous aujourd'hui. Je suis particulièrement heureuse que le troisième Forum mondial se tienne ici en France. Cela fait 15 ans que le *Rapport mondial sur le développement humain* soutient, dans ses différentes éditions, que le développement est une affaire de personnes, de libertés humaines élargies et de sociétés où règnent l'équité et la justice sociale. Ces rapports visaient à proposer un modèle alternatif pour le développement international. La France a été une alliée naturelle dans cette démarche, en raison de ses traditions intellectuelles solidement ancrées dans les principes des droits de l'homme. Les valeurs de liberté, d'égalité et de fraternité sont au cœur du développement humain. En France, journalistes, intellectuels et activistes ont accueilli le *Rapport* chaque année avec plus d'enthousiasme, une meilleure compréhension de la complexité des questions abordées et une plus forte adhésion aux projets politiques proposés que nulle part ailleurs. La délégation française a été l'une des premières délégations aux Nations Unies à défendre l'indépendance du *Rapport* lorsque certains gouvernements ont élevé des objections contre les données et les analyses qui n'étaient pas conformes à leurs politiques nationales.

Mondialisation, démocratisation et les revendications pour la liberté culturelle

Au fil des ans, l'agenda pour la promotion du développement humain s'est articulé autour de trois piliers : promouvoir la croissance économique au profit des pauvres ; investir en développement sociales ; et renforcer la démocratie à travers les institutions et les pratiques politiques. Le *Rapport 2004 : la liberté culturelle dans le monde diversifié* introduit un quatrième pilier : lutter contre les exclusions culturelles par l'adoption de politiques multiculturelles.

Ce quatrième pilier nous paraît essentiel pour trois raisons. Tout d'abord, l'identité culturelle est une source d'exclusion et de profondes inégalités entre les

individus. Le taux d'écart entre l'espérance de vie des peuples autochtones et la moyenne nationale est de 20 ans en Australie et de 13 ans au Guatemala. La deuxième raison s'explique par le fait que les restrictions imposées sur les modes de vie, notamment la religion et la langue, continuent d'être très répandues. Ces deux types d'exclusion culturelle conjuguées touchent 900 millions de personnes, soit une personne sur sept dans le monde.

La troisième raison est que ces trois piliers - économique, sociale et politique - ne suffisent pas pour lutter contre l'exclusion culturelle. Bon nombre d'économistes et experts en sciences politiques considèrent que l'exclusion culturelle disparaîtrait d'elle-même dès lors que tous les individus jouiraient de leurs droits civils et politiques fondamentaux et que l'égalité d'accès aux opportunités socio-économiques serait accordée aux minorités.

Nous ne partageons pas ce point de vue. Des démocraties bien établies comme les Etats Unies, et l'Australie n'ont pas réussi à accorder une voix adéquate aux minorités ni une espace suffisante aux populations autochtones. La politique de langue unique dans un pays multilinguistique comme le Guatemala serait un obstacle pour les minorités, tant au niveau de l'emploi, de l'école ou du débat politique. Un appareil judiciaire qui ne reconnaît pas les structures du pouvoir et l'échelle des valeurs en vigueur au sein d'un groupe autochtone ne peut pas espérer être efficace en rendant la justice. Le développement rapide de la scolarisation et des soins de santé n'a pas profité aux minorités ethniques, par exemple en Malaisie et au Vietnam. La protection sociale a ses laissés-pour-compte parmi les immigrés de deuxième génération, ici même en France. La puissance économique de Hollywood met en danger les industries culturelles du film en Italie et au Mexique, autrefois si prospères.

La conclusion principale du *Rapport mondial sur le développement humain* est le suivant : les sociétés multiculturelles ont besoin de politiques multiculturelles pour assurer la liberté culturelle, et l'inclusion socio-économique et politique. Le multiculturalisme est un terme maladroit qui traduit une idée radicale, selon laquelle les gouvernements devraient adopter des politiques qui reconnaissent explicitement les différences culturelles et s'y accommodent. Elle est radicale puisqu'elle constitue un changement fondamental. Pendant des siècles, dans toutes les régions du monde, la plupart des États, même les démocraties, ont fait exactement le contraire : ils ont supprimé l'identité des groupes ethniques minoritaires et des peuples autochtones, et ont humilié les immigrés en raison de leurs racines culturelles. Les politiques gouvernementales ont varié en la matière, allant de la répression brutale à l'indifférence totale pour les besoins spécifiques de ces populations. À titre d'exemple, l'instauration d'une politique linguistique entraînant des restrictions d'accès aux opportunités de travail ou à la justice pour les minorités ou l'absence de célébration de personnages considérés comme des héros, sont autant de signes d'un manque de respect évident à l'égard de ces populations.

Une politique de liberté culturelle est un défi urgent à la paix et au développement dans le monde, à l'horizon du 21^{ème} siècle. Dans des contextes très divers et de manières aussi différentes, depuis les peuples autochtones d'Amérique latine et d'Australie aux immigrés en Europe occidentale, en passant par les minorités religieuses en Asie du Sud et les minorités ethniques en Afrique, les individus se mobilisent d'une manière nouvelle pour exprimer d'anciennes doléances ethniques et religieuses. La progression de la démocratie a élargi l'espace politique propice à une telle action. Les réseaux mondiaux ont renforcé ces mouvements. Et, dans cette ère de mondialisation, une nouvelle catégorie de contestations a vu le jour contre l'impacte culturelle des flux d'investissements, des personnes, et des produits culturels. Les populations autochtones dénoncent les investissements minières qui ont mis en péril leurs modes de vie ; les communautés locales en pays riches craignent de voir leur propre culture disparaître en raison de l'augmentation sans précédent des flux migratoires, alors que les avancés en technologies de communication permettent les immigrés à préserver des liens plus étroits que précédemment avec leurs pays d'origine, et d'afficher leur identités culturelles.

Tous les États sont donc confrontés aujourd'hui au défi urgent de répondre à ces revendications souvent contradictoires, quel que soit le cas de figure envisagé. Aucun état ne peut échapper à ce défi dans un monde qui compte 5 000 groupes ethniques répartis sur près de 200 pays. Pourquoi l'identité culturelle est-elle aujourd'hui un objet de discorde en politique ? C'est certainement la conséquence de la mondialisation et la démocratisation. L'exclusion culturelle ne date pas d'aujourd'hui et certaines restrictions en la matière ont déjà été levées dans plusieurs pays.

Répondre à de telles revendications par la répression des identités n'est pas la solution, non seulement parce que cela constitue une violation des droits de l'homme, mais parce que cette approche n'est tout simplement plus opérationnelle. Elle ne servirait qu'à attiser la violence des conflits plutôt qu'à l'apaiser. L'alternative multiculturelle d'inclusion et de reconnaissance des différences est la seule approche viable.

« Plutôt que de glorifier l'approbation irraisonnée des traditions héritées, ou d'alerter le monde sur l'inévitabilité prétendue de clashes des civilisations, la perspective du développement humain demande à ce que l'attention soit dirigée vers l'importance de la liberté dans les sphères culturelles (comme dans les autres) et vers les manières de défendre et d'élargir les libertés culturelles dont peuvent jouir les individus », écrit Amartya Sen dans le chapitre qu'il a rédigé pour le *Rapport*.

Voilà pour la théorie. Mais est elle opérationnelle ? Oui. Le *Rapport* fournit de nombreux exemples d'alternative multiculturelle qui ont abouti sur davantage d'inclusion et d'équité. Le fédéralisme asymétrique dans l'Espagne démocratique a amené une plus grande stabilité. L'éducation bilingue au Burkina Faso a

permis d'augmenter les taux d'achèvement. Les mesures en faveur des groupes désavantagés en Malaisie ont réduit les disparités frappantes en matière de revenu entre les Malais d'une part, les Chinois et les Indiens de l'autre. Cela a permis de calmer les tensions ethniques et de préparer la voie à une croissance économique spectaculaire. Nous entendrons Will Kymlicka, Al Stepan et Jody Kollapen s'exprimer plus longuement sur la complexité de ces mesures.

Briser les mythes sur les compromis entre multiculturalisme et développement

En dépit de ces expériences, le multiculturalisme est contesté, considéré contradictoire aux objectifs de la stabilité politique, de la démocratisation, et du progrès socio-économique. Des mythes – sans aucun fondement empirique et fondés sur des conceptions erronées de la culture et de l'identité - sont à l'origine de cette suspicion.

Mythe 1. Les identités ethniques des individus font concurrence à leur attachement à l'État.

Non. Il est important pour les individus d'avoir un sentiment d'identité et d'appartenance à un groupe partageant les mêmes valeurs et d'autres liens culturels. Mais chaque individu peut s'identifier avec de nombreux groupes différents. L'identité n'est pas non plus un jeu à somme nulle. L'on peut parfaitement être flamand, belge et européen loyal tout en restant solidaire de l'humanité à travers le monde, sans souffrir de schizophrénie.

Mythe 2. Les groupes ethniques sont enclins à entrer violemment en conflit entre eux sur des valeurs incompatibles, il faut donc trouver un compromis entre respect de la diversité et maintien de la paix.

Non. Aucune étude récente montre que les différences culturelles et les conflits de valeurs constituent en soi une cause de conflit violent entre groupes ethniques. Ces études proposent d'autres causes : luttes pour le pouvoir politique, les terres et d'autres atouts économiques. Ainsi, les populations autochtones fidjiennes ont initié un coup d'État contre le gouvernement dominé par les Indiens parce qu'elles craignaient que leurs terres soient confisquées. Au Sri Lanka, la majorité cinghalaise a gagné le pouvoir politique mais la minorité tamoule a eu accès à davantage de ressources économiques, déclenchant ainsi des décennies d'affrontements civils. L'identité culturelle joue bien un rôle dans ces conflits, non pas comme une cause, mais comme une force de mobilisation politique, pour « rallier les troupes ».

Mythe 3. Le multiculturalisme nécessite de protéger les pratiques traditionnelles, et les droits des groupes.

Non. Le multiculturalisme vise à défendre les libertés culturelles et à élargir les choix individuels, et non à préserver des valeurs et des pratiques en tant que fin en soi, en faisant allégeance aveugle à la tradition. En plus, la culture n'est pas un ensemble figé de valeurs et de pratiques. Elle est constamment recrée, au fur et à mesure que les individus remettent en question, adaptent et redéfinissent leurs valeurs et leurs pratiques en fonction des réalités changeantes et des échanges d'idées. L'égalité des droits entre l'homme et la femme ne faisait partie des valeurs culturelles d'aucune société, il y a un siècle de cela. Mais les femmes ont défié la tradition en changeant cet état de fait en Europe. Le témoignage éloquent d'Erin Shibadee dans le *Rapport mondial sur le développement humain* vient nous rappeler que les femmes remettent en question cette même tradition de nos jours en Iran.

Mythe 4. Les pays ethniquement divers sont moins aptes à se développer, il y a donc un compromis à établir entre le respect de la diversité et la promotion du développement.

Non. Il n'existe aucune preuve d'une relation claire, positive ou négative, entre la diversité culturelle et le développement.

Tout comme il existe des pays multiethniques qui ont stagné, il en existe d'autres qui ont spectaculairement réussi. La Malaisie, avec 62 % de Malais et autres groupes autochtones, 30 % de Chinois et 8 % d'Indiens, a enregistré la dixième croissance économique la plus rapide entre 1970 et 1990, années pendant lesquelles elle a aussi mis en œuvre des politiques de discrimination positive. L'île Maurice est classée au 64^e rang de l'Indicateur du développement humain, le plus haut de l'Afrique subsaharienne. Sa population est diverse, composée d'Africains, d'Indiens, de Chinois et d'Européens d'origine, avec 50 % d'hindous, 30 % de chrétiens et 17 % de musulmans.

Mythe 5. Certaines cultures sont plus susceptibles que d'autres de se développer, et les valeurs démocratiques sont inhérentes à certaines cultures alors que ce n'est pas le cas pour d'autres.

Le déterminisme culturel est très attrayant intuitivement. Cependant, il n'est étayé par aucune preuve d'analyse statistique ou d'étude historique. Il s'agit d'une vision qui ignore deux aspects importants de la culture : premièrement, la culture est dynamique ; deuxièmement, les valeurs essentielles de la démocratie sont universelles. Tous les peuples veulent être libres et accordent de la valeur à la dignité humaine et aux droits de l'homme. L'Occident n'a pas le monopole de l'appréciation des vertus des formes de gouvernement démocratiques.

Conclusion

Il n'y a pas de choix à faire entre la liberté culturelle et la démocratie, la paix et le développement. Le multiculturalisme ne transige pas sur ces objectifs tout aussi importants. Cependant, le multiculturalisme ne peut réaliser ces objectifs que s'il s'agit de l'un des quatre piliers de la stratégie de développement humain. Sans les trois autres piliers de développement humain, la croissance équitable, l'investissements sociales et la participation démocratique, le multiculturalisme conduirait au communautarisme, au traditionalisme régressif et à la violation des droits de l'homme.

De nos jours, le « multiculturalisme » est pris en otage par des dirigeants politiques qui défendent la tradition plutôt que la liberté. Le « multiculturalisme » doit être réhabilité par tous les dirigeants politiques qui défendent le libéralisme : leaders des pays multiethniques qui défendent l'unité en diversité, hommes et femmes politiques européens tolérants et non pas xenophobes, qui se montrent solidaires des communautés mises sur la sellette et respectent leurs droits ; leaders d'immigrés qui défendent les droits de l'homme, notamment les droits des femmes ; chefs autochtones qui favorisent l'éducation et l'amélioration de la santé. Dans nos sociétés du 21^{ème} siècle de plus en plus diversifiées, les États ne peuvent forger d'unité dans la diversité qu'en reconnaissant la multiplicité des identités et des loyautés. Il faut redéfinir le multiculturalisme, non en termes de communautarisme mais comme une composante essentielle d'une société inclusive et égalitaire.

La liberté culturelle ne peut pas se réaliser d'elle-même, pas plus que la santé, l'éducation ou les droits des femmes. Cela nécessite des mesures actives de la part de l'État et de la société. À ce titre, la liberté culturelle devrait être au cœur des priorités des gouvernements. Il ne peut y avoir de conflit entre les civilisations lorsque les politiques des États permettent à quiconque d'être qui il est. Le but de ce rapport est de montrer comment cela peut devenir une réalité.

Je vous remercie de votre attention.